

Burundi : "Pour l'heure, la population résiste à la tentation ethniciste"

La Croix, 03/04/2016 Burundi, une répression à coloration ethnique. Idéologie, propagande, répression, les autorités semblent encourager l'ethnicisation de la société burundaise. Un génocide, tout le monde y pense, beaucoup y croient certains même prôchent. De caractère politique, la répression qui s'est abattue au Burundi a aussi une coloration ethnique. En se représentant pour un troisième mandat à l'élection présidentielle, en 2015, le président sortant Pierre Nkurunziza s'est heurté à une contestation populaire mêlant Hutus et Tutsis dans de nombreux quartiers de Bujumbura. Des quartiers connus pour abriter majoritairement des Tutsis, le «Tutsiland», explique un acteur de la société civile. À peu, le glissement de Tutsis à opposants politiques s'est généralisé : surtout au cours des opérations de police à Tutsiland. À l'Après le putsch avorté du 13 mai 2015, les faucons du parti présidentiel ont pris tous les pouvoirs et recruté les extrémistes dans les postes clés, a critiqué une source documentée. «Chiens de Tutsis», « rebelles de Tutsis » : ces propos seraient monnaie courante parmi les forces d'intervention. Lors des rafles du 1er juillet, les policiers s'opposaient les Hutus des Tutsis. Je les ai vus tuer les Tutsis, affirme Clément, un rescapé qui vit caché dans la capitale burundaise. Montée de la violence anti-tutsie Les témoignages faisant état de tri entre Tutsis et Hutus, lors des arrestations, sont légion. Les Tutsis seraient aussi plus durement traités, plus facilement châtés, condamnés et tués. Pour l'heure, impossible de vérifier ces dires, d'étudier les preuves. En revanche, ces témoignages viennent de tous les milieux, de tous les cercles, de toutes les religions et de tous les quartiers de Bujumbura. Le discours des autorités est lui-même un signe de cette montée de la violence anti-tutsie. Pour les thuriféraires du régime, l'opposition est au service des Tutsis qui veulent reprendre le pouvoir aux Hutus. Pour éviter cela, ils appellent à la vigilance. Les Tutsis ne sont pas directement nommés dans ces discours mais tout le monde comprend l'implicite, témoigne Paul, un intellectuel burundais. La Commission nationale de dialogue interburundais (CNDI) est paradoxalement l'un des canaux de diffusion de cette idéologie. Elle organise des réunions dans tout le pays. Les leaders locaux sont invités à s'exprimer sur la crise actuelle : l'occasion pour le régime de faire passer un message et d'identifier ceux qui ne partagent pas son point de vue, explique un observateur. Il semble que ce discours s'étende peu à peu à la campagne. Pendant un congé, je suis retourné dans mon village. J'ai relevé. Ils me disaient que les Tutsis se préparaient à reprendre le pouvoir et qu'ils allaient nous massacrer comme en 1972 !, confie Olivier, un étudiant. Une surveillance accrue Au côté des forces de l'ordre traditionnelles, le pouvoir constitue des corps de police, de militaires, de citoyens entièrement dévoués à sa cause et ethniquement homogènes. Ceux-ci obéissent directement à la présidence et disposent d'une hiérarchie parallèle. Autre élément inquiétant : la surveillance accrue de la société burundaise. Le régime s'appuie par exemple sur les chefs de quartiers pour contrôler les allées et venues des habitants. Les chefs de famille doivent signaler à leur chef de quartier ceux qui leur rendent visite, les personnes présentes et absentes de leur famille. Tout doit être consigné dans des cahiers de familles, une mine d'informations et un outil de contrôle pour le régime, explique un observateur international. Au début de l'année 2016, les autorités ont distribué des téléphones portables à tous les chefs de colline et à tous les chefs de village du pays, témoigne Pierre. Ils peuvent tous être mobilisés en quelques secondes. Plusieurs sources font état d'une vaste distribution de machettes par le ministre de l'Agriculture. Officiellement, pour les activités agricoles. Pour l'heure, la population résiste à la tentation ethniciste, affirme un leader burundais. Mais un génocide peut aussi être commis par une minorité déterminée qui dispose de tous les leviers du pouvoir. Laurent Larcher, à Bujumbura